



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 442 – 22 avril 2022

Zoom sur le rapport "Perspectives de l'économie mondiale" d'avril 2022, publié par le FMI

La guerre en Ukraine ralentira la reprise de l'économie mondiale

Dans [ses projections d'avril 2022, le Fonds monétaire international](#) (FMI) anticipe une **croissance du PIB mondial à 3,6% en 2022 et 2023**, soit une dégradation

respectivement de 0,8 et 0,2 point de pourcentage (p.p.), par rapport à ses précédentes projections de janvier 2022. Au-delà de 2023, la croissance mondiale devrait ralentir à nouveau et s'établir à 3,3% sur le moyen terme. En cause, le conflit entre l'Ukraine et la Russie ainsi que les sanctions économiques qui en découlent.

La guerre a entraîné la hausse des cours des produits de base et la généralisation des pressions à la hausse sur les prix : d'après les prévisions, l'inflation qui en résulte devrait atteindre 5,7% dans les pays avancés et 8,7 % dans les pays émergents et les pays en développement en 2022, soit respectivement 1,8 et 2,8 p. p. de plus que les projections de janvier dernier.

D'autres facteurs comme (i) le resserrement des politiques monétaires et la volatilité des marchés financiers, (ii) la baisse des soutiens budgétaires, (iii) le ralentissement de la Chine, et (iv) la pandémie et l'accès aux vaccins anti-COVID, sont autant de facteurs qui vont peser sur la croissance en 2022-23.

Une croissance à 3,8% en 2022 pour l'Afrique Subsaharienne

En Afrique subsaharienne, l'impact du conflit en Ukraine se ressentira principalement à travers la hausse des prix des denrées alimentaires qui affectera le pouvoir d'achat des ménages - en particulier à faible revenu - et pèsera sur la demande intérieure. La hausse des prix du pétrole a toutefois amélioré les perspectives de croissance des pays exportateurs de pétrole de la région, comme le Nigeria. Selon le FMI, **la croissance économique en Afrique subsaharienne devrait s'établir à 3,8% en 2022 et s'accroître à 4% en 2023**, au même niveau que les prévisions d'octobre 2021.

Une dégradation des prévisions de croissance dans la plupart des pays d'Afrique de l'ouest

En Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana), la Guinée, le Mali et le Niger ont vu leur taux de croissance révisés à la baisse pour 2021, alors que les estimations des autres pays ont été révisées à la hausse. **La plus importante révision à la hausse concerne le Cap-Vert (+2,9 p.p.) qui a connu l'une des plus fortes croissances de la zone (+6,9%) en 2021.**

LE CHIFFRE À RETENIR

3,8%

La projection de croissance économique de l'Afrique subsaharienne en 2022 selon le FMI, soit +0,2 pp en plus que celle de la Banque mondiale

Pour l'année 2022, le FMI table sur une croissance positive pour tous les pays de la sous-région. Toutefois, les taux de croissance ont été révisés à la baisse, à l'exception de ceux du Niger (+0,3 p.p.) et de la Mauritanie (stable). La plus forte révision à la baisse concerne le Mali (-3,3 p.p.). **Le Niger devrait enregistrer la plus forte croissance (+6,9%) de la sous-région en 2022 (et même d'Afrique subsaharienne).** Il serait suivi par la Côte d'Ivoire (+6%) et le Bénin (+5,9%)

Estimations et projections de croissance des pays d'Afrique de l'ouest (hors Nigéria-Ghana)

Pays	Croissance du PIB réel en 2020 (%)	Croissance du PIB réel en 2021		Croissance du PIB réel en 2022		Croissance du PIB réel en 2023 (%)
		Est. Avr. 2022 (%)	écart / proj. oct. 2021 (en p.p.)	Proj. Avr. 2022 (%)	écart / proj. oct. 2021 (en p.p.)	
Benin	3,8	6,6	+1,1	5,9	-0,6	6,1
Burkina Faso	1,9	6,9	+0,2	4,7	-0,9	5
Cap vert	-14,8	6,9	+2,9	5,2	-1,3	5,8
Cote d'Ivoire	2,0	7*	+1	6	-0,5	6,7
Gambie	-0,2	5,6	+0,7	5,6	-0,4	6,2
Guinée	6,4	4,2	-1	4,8	-1,5	5,8
Guinée Bissau	1,5	5*	+0,5	3,8	-0,2	4,5
Liberia	-3	4,2	+0,6	4,5	-0,2	5,5
Mali	-1,2	3,1	-0,9	2	-3,3	5,3
Mauritanie	-1,8	3	+0,3	5	0	4,4
Niger	3,6	1,3	-4,1	6,9	+0,3	7,2
Sénégal	1,3	6,1	+1,4	5	-0,5	9,2
Sierra Leone	-2	3,2	0	3,4	-2,5	4,3
Togo	1,8	5,1	+0,3	5,6	-0,3	6,2
Afrique subsaharienne	-1,7	4,5	+0,8	3,8	0	4
Monde	-3,1	6,1	+0,2	3,6	-1,3	3,6

Source : FMI, WEO avril 2022

* Actualisation lors de la dernière mission Article IV du pays (avril)

Régional

Fitch améliore la perspective de la note de la BIDC

Le 20 avril 2022, l'agence de notation Fitch Ratings [a révisé](#) la perspective de la note en devise "B" de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) de négative à stable. Cette décision se justifie principalement par le renforcement du capital de la banque en 2021, une baisse du taux de créances en souffrance (de 7,1% en 2020 à 5,8% en 2021) ainsi qu'une amélioration du cadre de gestion des risques. Toutefois, la BIDC fait face à un environnement commercial à risque, du fait de l'insécurité et de l'instabilité politique dans plusieurs pays d'opération.

Standard Chartered réduit son implantation en Afrique de l'ouest

Le 14 avril 2022, le groupe Standard Chartered PLC [a annoncé](#) une série de mesures visant à

réorienter ses ressources de la région Afrique et Moyen-Orient vers des zones au plus grand potentiel de croissance. Ainsi, le groupe entend se retirer complètement de 7 marchés de la région, comprenant la Gambie et la Sierra Leone, et réduire ses activités dans deux autres, dont la Côte d'Ivoire. Selon le groupe, les marchés abandonnés représentent environ 1% de ses revenus en 2021.

Bénin

Inflation à +2% en g.a. en mars 2022

Selon l'Institut national de la statistique et de la démographie (INStAD), le taux d'inflation [s'est établi](#) à +2% en glissement annuel (g.a.) en mars 2022, contre +2,5% le mois précédent. La hausse des prix a été tirée principalement par celle des transports (+6,6% en g.a.). Les prix alimentaires, qui représentent plus d'un tiers de l'indice global des prix, enregistrent une hausse modérée (+2% en g.a.). Les autres catégories de produits ne

voient leurs prix augmenter que dans de faibles proportions, comme les articles d'habillement et chaussures (+1,8% en g.a.), la santé (+1,8% en g.a.) et l'ameublement (+1,7% en g.a.). A noter que les prix de la communication enregistrent une très légère baisse (-0,2% en g.a.). Pour l'ensemble de l'année 2022, le taux d'inflation en moyenne annuelle est projeté à 4,6% par le FMI, au-dessus de la norme de convergence de l'UEMOA (3%).

85 M EUR de soutien à la campagne agricole 2022-2023

Constatant une hausse importante des prix d'acquisition des intrants agricoles, les acteurs de la filière coton et l'Etat [ont pris des mesures](#) afin de soutenir les agriculteurs et assurer la disponibilité alimentaire en quantité suffisante. Ainsi, en ce qui concerne la filière coton, l'association interprofessionnelle, en puisant dans ses réserves stratégiques, et les égreneurs ont décidé de subventionner les prix des engrais en mobilisant respectivement 11,5 Mds FCFA (17,5 M EUR) et 13 Mds FCFA (19,8 M EUR). Aussi, l'Etat a choisi de renoncer temporairement à certains prélèvements adossés au secteur agricole, estimés globalement à 31,5 Mds FCFA (48 M EUR). Ces mesures auront pour effet direct de limiter la hausse des prix des intrants agricoles. Par exemple, l'augmentation du prix des engrais devrait être circonscrite à environ 16,7%, contre des augmentations prévues à 100%, voire plus, en l'absence de ces mesures.

Hausse du prix d'achat au producteur du coton graine pour la campagne 2022/23

Les prix d'achat au producteur du coton-graine pour la campagne cotonnière 2022-2023 ont été homologués lors du [Conseil des ministres](#) du 20 avril 2022. Ainsi, les prix au kg du coton-graine conventionnel connaîtront une hausse de 50 FCFA (0,08 EUR) par rapport à la campagne précédente, soit 300 FCFA (0,46 EUR) pour le 1^{er} choix et 250 FCFA (0,38 EUR) pour le 2^{ème} choix tandis que les prix du coton-graine biologique enregistreront une hausse de 42 FCFA (0,06 EUR), soit 360 FCFA (0,55 EUR) pour le 1^{er} choix et 310 FCFA (0,47 EUR) pour le 2^{ème} choix.

🇸🇵 Burkina Faso

Inflation à +13,5% en g.a. en mars 2022

Selon l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), le taux d'inflation [s'est établi](#) à +13,5% en glissement annuel (g.a.) en mars 2022, après +10,1% le mois précédent. Cette hausse des prix est tirée principalement par celle des produits alimentaires (+25% en g.a.), en particulier le riz, le maïs et la viande. A noter le repli des prix de la catégorie "logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (-1,4% en g.a.). Pour l'ensemble de l'année 2022, le taux d'inflation en moyenne annuelle est projeté à 6% par le FMI, au-dessus de la norme de convergence de l'UEMOA (3%).

16^{ème} édition du SIAO

La 16^{ème} édition du [Salon international de l'artisanat d'Ouagadougou](#) est prévue se tenir du 28 octobre au 6 novembre 2022. Le thème retenu est le suivant : "Artisanat africain, levier de développement et facteur de résiliences des populations". Ce salon réunit chaque année plus de 4 000 exposants venant de divers horizons et accueille plus de 200 acheteurs professionnels et 350 000 visiteurs venant de plus de 30 pays.

🇸🇵 Cap-Vert

Baisse de 18% des touristes en 2021

Selon l'Institut national de statistique (INE), le secteur de l'hôtellerie [a enregistré](#) 169 068 touristes en 2021, soit un repli de 18,4% par rapport à l'année précédente. Sur la même période, on a enregistré 839 476 nuitées, soit une baisse de 27% par rapport à 2020. Après les résidents locaux (20,1%), les touristes provenaient en grande partie du Portugal (16,8%) et de l'Allemagne (10%). Les touristes en provenance du Royaume-Uni ont effectué le séjour moyen le plus long au Cap-Vert (8,5 nuits). L'île de Sal a été la plus visitée par les touristes, enregistrant 45,1% des arrivées dans les hôtels.

🍌 Côte d'Ivoire

Croissance de 7% en 2021, selon le FMI

Selon un [communiqué de presse](#) du FMI, l'économie ivoirienne est restée résiliente face à la pandémie à COVID-19, grâce aux mesures adoptées par les autorités. En 2021, la croissance a atteint 7% et le déficit budgétaire global se situe 5,1% du PIB, soit 0,5% du PIB de moins que prévu, du fait d'une meilleure mobilisation des recettes. Les perspectives économiques sont favorables, mais le pays reste confronté à des risques extérieurs, parmi lesquels les répercussions mondiales de la guerre en Ukraine et le durcissement des conditions d'emprunt sur les marchés internationaux. Les services du FMI prévoient ainsi un ralentissement de la croissance à 6% en 2022. Toutefois, ils estiment que la récente découverte importante de pétrole et de gaz et une mise en œuvre effective des réformes prévues pourrait booster les perspectives à moyen terme.

Finnfund investit 10 M USD dans la transformation de la noix de cajou

Le 15 avril 2022, l'institution finlandaise de financement du développement, Finnfund, [a accordé](#) un prêt de 10 M USD à Valency International Trading, une filiale du groupe singapourien de négoce de matières premières, Valency International. Ce financement est destiné à la construction d'une usine de transformation de noix de cajou d'une capacité de traitement de 45 000 tonnes de noix de cajou brutes par an. Le projet devrait créer 2 000 emplois directs et offrir des revenus à 10 000 petits exploitants auprès desquels l'usine s'approvisionnera. Pour rappel, la Côte d'Ivoire est leader mondial de la production de noix de cajou, mais n'en transforme que 10 % localement.

Le gouvernement prévoit d'organiser des rencontres pour le financement du PND

Le 13 avril 2022, le gouvernement [a annoncé](#) l'organisation d'un Groupe Consultatif pour le

financement du PND 2021-2025, les 14 et 15 juin 2022 à Abidjan, en marge de l'édition 2022 de l'Africa CEO Forum, en partenariat avec la Banque mondiale, la Banque Africaine de Développement et les Nations Unies. Cette rencontre sera dédiée à la promotion des potentialités économiques du pays et à la mobilisation des financements extérieurs publics et privés essentiels à la réalisation du projet de développement économique et social de la Côte d'Ivoire à l'horizon 2030. En amont de cet événement, des rencontres régionales sont prévues en Asie, au Moyen Orient et en Europe, avec les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux, les fonds souverains ainsi que les investisseurs privés, pour une cible de mobilisation de financements à atteindre de 9 000 Mds FCFA (13,7 Mds EUR).

🍌 Gambie

Adoption de mesures pour atténuer l'impact de la guerre en Ukraine

Le 12 avril 2022, gouvernement [a annoncé](#) la mise en place d'une « taskforce », composée de 8 membres, chargée d'analyser la récente hausse des prix du carburants et des produits de première nécessité et de recommander des mesures pour atténuer les effets de la guerre en Ukraine sur les conditions de vie des gambiens. En ce sens, le gouvernement a pris des mesures budgétaires et d'austérité visant à réduire ses dépenses de fonctionnement, liés notamment aux voyages à l'étranger, au carburant et aux télécommunications.

🍌 Guinée Bissau

Après 5% en 2021, la croissance pourrait ralentir à 3,8% en 2022 selon le FMI

Selon un [communiqué de presse](#) du FMI, la croissance économique en Guinée-Bissau a affiché un rebond 2021, se situant à 5%, grâce à une production record de noix de cajou, des investissements publics dans les infrastructures,

à la levée progressive des mesures de confinement liés à la COVID-19 et à un contexte politique plus stable. Cependant, les perspectives sont devenues plus incertaines compte tenu de l'impact potentiel de la hausse des prix du pétrole et des denrées alimentaires découlant de la guerre en Ukraine. La croissance devrait se situer autour de 3,8% en 2022 et l'inflation devrait être supérieure à 5%. Le FMI a souligné en outre la bonne performance du pays dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de référence qui pourrait ouvrir la voie à un éventuel accord de facilité élargie de crédit (FEC) en 2022.

🇱🇮 Libéria

Lancement de la stratégie nationale de l'huile de palme

Le 14 avril 2022, le gouvernement [a procédé](#) au lancement officiel de la stratégie nationale de l'huile de palme et de son plan d'action. D'une durée de 5 ans, cette stratégie comprend également la création d'un fonds de développement de l'huile de palme. Pour le gouvernement, il s'agit d'une filière prioritaire permettant de booster la croissance et le développement agricole. Pour rappel, 21% des foyers libériens possèdent des palmiers à huile, la filière représente un dixième des emplois agricoles, et l'huile de palme est le deuxième produit d'exportation du pays.

🇲🇱 Mali

Légère augmentation du prix d'achat au producteur de coton graine

Le 16 avril 2022, la Compagnie Malienne pour le Développement du Textile (CMDT) [a fait le bilan](#) de la campagne 2021/2022 du coton. Avec une production de 777 063 tonnes de coton graine, le pays retrouve sa place de leader en Afrique. Par ailleurs, le prix d'achat au producteur du coton graine a été fixé à 285 FCFA (0,44 EUR) le

kilo pour la campagne 2022/23, soit 5 FCFA de plus par rapport la campagne précédente.

🇲🇷 Mauritanie

Conversion du dépôt saoudien de 300 M USD en prêt concessionnel

La Mauritanie et l'Arabie Saoudite [ont signé](#) à Nouakchott un accord relatif à la conversion du dépôt saoudien de 300 M USD à la Banque Centrale de Mauritanie en un prêt concessionnel. Ce dépôt avait été réalisé en 2015 pour soutenir la monnaie mauritanienne et les réserves en devises du pays. Cela avait notamment permis de limiter les répercussions négatives de la chute des prix des matières extractives, qui constituent les principales exportations du pays. Selon l'accord signé, le prêt sera remboursé sur une période de 20 ans, avec un délai de grâce de 8 ans et à un taux d'intérêt de 1%.

🇳🇪 Niger

250 M USD de la Banque mondiale pour la résilience aux inondations

Le 15 avril 2022, la Banque mondiale [a approuvé](#) un financement de 250 M USD destiné au Projet pour le développement urbain intégré et la résilience multisectorielle au Niger. Ce projet devrait permettre de renforcer la résilience des villes face aux chocs climatiques et d'assurer une meilleure gestion urbaine. Le projet contribuera à (i) soutenir les efforts de relèvement et de reconstruction après les inondations de 2020 et accroître la résilience aux inondations dans 14 villes du pays ; (ii) améliorer l'accès aux infrastructures urbaines et aux services de base, et (iii) renforcer la capacité des municipalités à améliorer la gestion urbaine au quotidien.

Signature de 3 accords avec l'AFD pour un montant total de 16 M EUR

Le 20 avril 2022, le Secrétaire général du Ministère des finances et le Directeur général de

l'Agence Française de Développement (AFD) [ont signé](#) trois conventions de financements relatives à des projets dans les secteurs de l'éducation, de la formation et de l'environnement. La première convention concerne une subvention de 10 M EUR accordée par le Partenariat Mondial pour l'Education (PME), dont les ressources ont été déléguées à l'AFD, pour le financement du Projet d'Appui à la Professionnalisation de l'Enseignement Supérieur (PAPES). La 2^{ème} convention est relative à une subvention de 2,1 M EUR à destination du Fonds commun du secteur de l'éducation. Enfin, la 3^{ème} porte sur une subvention de 4 M EUR, cofinancé par l'AFD (3 M EUR) et par le Fonds français pour l'environnement mondial (1 M EUR) en faveur du projet *Bois énergie Sahel*, dont l'objectif général est d'améliorer des conditions d'accès à l'énergie de cuisson des populations urbaine.

Signature de 2 accords avec la BAfD pour en faveur de l'agriculture et l'emploi

Le 14 avril 2022, le Ministre du plan et le Représentant pays de la Banque africaine de développement (BAfD) [ont signé](#) 2 accords de financement. Le premier, d'un montant de 71,1 Mds FCFA (108,2 M EUR) contribuera au financement du Projet intégré de désenclavement des zones de production transfrontalière Hamdara-Wacha-Doungass-frontière du Nigeria. Le second accord, financé par la Facilité d'appui aux pays en transition à hauteur de 800 M FCFA (1,2 M EUR), est destiné au Projet d'appui à l'élaboration d'une stratégie et d'un plan d'action national pour l'emploi décent des jeunes dans les secteurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire au Niger.

Sénégal

Signature de 3 accords de financement d'un montant de 356 M EUR avec la BID

Le 18 avril dernier, le Ministre sénégalais de l'Économie, du Plan et de la Coopération et le président de la Banque islamique de développement (BID) [ont signé](#) 3 accords de

financement d'un montant cumulé de 233,6 Mds FCFA (356,1 M EUR). Ces accords sont relatifs aux projets de l'autoroute Dakar-Tivaouane-Saint Louis (156 Mds FCFA ; 237,8 M EUR), la Phase 2 du TER Diamniadio-AIBD (65,6 Mds FCFA ; 100 M EUR) et la construction d'un complexe commercial et résidentiel Waqf au profit des Daaras (12 Mds FCFA ; 18,3 M EUR). La réalisation de ces projets va, à terme, contribuer fortement aux objectifs visés par le Plan Sénégal Emergent, (i) le désenclavement des zones agricoles au Nord (ii) la résolution des problèmes de mobilité urbaine et interurbaine entre Dakar et les capitales régionales et (iii) la modernisation des Daaras.

Tensions sur l'approvisionnement en carburant et en kérosène

Dans une note adressée au Directeur général de l'aéroport international de Blaise Diagne (AIBD) le 15 avril 2022, la société de manutention de carburants aviation [a informé](#) que « pour des raisons d'indisponibilité de kérosène à l'AIBD, les opérations d'avitaillement des aéronefs ne pourront plus se poursuivre à compter du 20 avril 2022 et ce, pour une durée provisoire de deux semaines ». Des pénuries sont également notées dans l'approvisionnement en carburant de stations essence au Sénégal. La ministre du Pétrole et des Hydrocarbures a tenté de rassurer l'opinion le 19 avril lors d'une [conférence de presse](#) en affirmant que le Sénégal n'était pas en rupture d'approvisionnement. Concernant le kérosène, la ministre a indiqué que l'Etat a pris des dispositions pour assurer la disponibilité du produit, avec l'arrivée prochaine d'une cargaison qui devrait pouvoir satisfaire les besoins. Concernant le carburant, la ministre a assuré que le problème n'est pas relatif à la disponibilité, mais à l'approvisionnement par camion qui était difficile.

Signature de deux accords de 21 M EUR avec le FIDA

Le Fonds international de développement agricole (FIDA) et l'Etat du Sénégal [ont signé](#), le 14 avril 2022, un accord de coopération de

17,3 M EUR dans le cadre du Programme de compétitivité de l'agriculture et de l'élevage accéléré sur les résultats (PCAE). A noter que le PCAE est cofinancé par l'Etat du Sénégal et la Banque mondiale. Ce programme vise à améliorer la productivité et l'accès au marché des chaînes de valeur des produits de base prioritaires et de l'élevage dans le bassin arachidier et les zones agropastorales, qui ont la plus forte incidence de pauvreté et de malnutrition dans le pays. Lancé en 2021, le PCAE prévoit à terme (i) la production de 53 000 tonnes de semences certifiées ; (ii) l'amélioration de la vaccination des ruminants de 30 à 80% dans les zones concernées et (iii) la couverture en assurance de 475 000 agri-éleveurs. Un autre accord de financement conclu entre les deux parties et signé le 7 avril 2022, est un don d'un montant de 5,1 M USD (4,8 M EUR), destiné à financer le Programme de gestion intégrée des risques climatiques en Afrique qui vise à renforcer la résilience des petits producteurs aux impacts des changements climatiques via les assurances agricoles.

Un appui de 10 M EUR pour relancer le secteur du transport aérien

Les autorités sénégalaises ont accordé un financement de 6,5 Mds FCFA (10 M EUR) à 27 entreprises privées du secteur des transports aériens. Cette action s'inscrit dans le cadre de la relance des activités du secteur, fortement impacté par les conséquences de la pandémie à Covid-19. Selon le Ministre du Tourisme et des Transports aériens, le gouvernement s'était engagé à financer les entreprises du secteur pour un montant de 25 Mds FCFA (41 M EUR) en

partenariat avec la Banque nationale de développement économique (BNDE) et la NSIA Banque. Cet acte matérialise ainsi cet engagement et en constitue la première étape.

Togo

Hausse de 13,5% du trafic du port de Lomé en 2021

En 2021, le Port Autonome de Lomé (PAL) a consolidé sa position de 4^{ème} port d'Afrique et de 2^{ème} port d'Afrique subsaharienne en termes de trafic. Le trafic du port de Lomé a atteint 29,5 M en 2021, soit une hausse de 13,5% par rapport à 2020. Cette hausse du trafic global est surtout portée par le transbordement (20,1 M de tonnes en 2021, soit +18,2%), et dans une moindre mesure par les marchandises en transit (1,5 M de tonnes en 2021, soit +8,21%). Les marchandises importées connaissent une augmentation plus modeste de 3,9%, à 8 M de tonnes en 2021. Le transbordement voit sa part dans le trafic global du port de Lomé augmenter, passant de 65,4% en 2020 à 68,7% en 2021. Pour rappel, le terminal de transbordement du port de Lomé, Lomé Container Terminal (LCT), est codétenu par le suisse-italien MSC et le chinois China Merchants. L'autre terminal, Togo Terminal (TT), fait partie du groupe français Bolloré jusqu'à son rachat effectif par MSC au premier trimestre 2023.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international